

Réouverture : les Régions en action

L'ANNONCE faite par le président Iglesias de voir la Région Aragon participer au financement de la réouverture du Canfranc de Pau à Saragosse et même à son exploitation est une excellente nouvelle dont il faut se réjouir. Toutefois au CRÉLOC nous restons circonspects, échaudés que nous sommes par trop d'effets d'annonce et par une parole publique systématiquement bafouée par les hommes politiques, essentiellement du côté français. Attendons les conclusions des travaux de la commission qui sera convoquée en octobre. Pour le moment, continuons notre action.

La prise en main de leur devenir, en matière de transports, par les régions pyrénéennes constitue une libération de celles-ci face au mauvais vouloir du centralisme français. Dorénavant deux feux sont au vert et deux clignotent en orange. Sont au vert, celui de l'Aragon dont il nous faut encore voir ce qu'il va mettre comme mise et celui de l'Aquitaine même si on peut regretter que les cinquante-deux millions d'euros votés dans le cadre du dernier CPER (Contrat de Plan État-Région) soient partis ailleurs. Deux autres clignotent en orange à Madrid et à Bruxelles, la proposition de l'Aragon conforte celle de Madrid, qu'il s'agisse du ministère des transports et des Cortes d'Espagne. Bruxelles suivra et participera comme la Commission l'annonce depuis des années, si des volontés positives et des financements se manifestent chez les États membres. Nous nous méfions encore d'une entourloupette du ministère français et plus encore des sabotages de la SNCF que nous dénonçons dans nos Lettres depuis de nombreux numéros. Il faudra

enfin voir quelle est la réaction de RFF, actuelle propriétaire et « gestionnaire » de l'infrastructure.

On peut penser que le ministre Perben a joué fin en contraignant l'Aragon à prendre en charge le Canfranc. Il n'en est rien. La position du ministère français est le résultat de toute une série d'actions et de prises de positions. Déjà la ligne Nice-Coni, interrompue au-delà de Breil-sur-Roya, a été remise en service par les Italiens. Souvenons-nous qu'en 2003, un membre du gouvernement de Catalogne, excédé par l'inertie française, avait publiquement lancé l'idée que sa Région prenne en charge l'exploitation de la ligne de la Tour-de-Carol. Les Aragonais et les Espagnols sont complètement écœurés par les manquements à la parole donnée du président français et de ses ministres successifs. C'est pour cela qu'ils prennent la réouverture en main. Les entrepreneurs aragonais se sont massivement déclarés, en février dernier, en faveur de la réouverture après la présentation à la Maison des Entrepreneurs de Saragosse de notre étude « Pour une exploitation moderne du Canfranc » commanditée auprès du cabinet Claraco. Une thèse de géographie sur le Pau-Canfranc-Saragosse soutenue par Jürg Sütter et présentée au même moment dans la capitale aragonaise n'a fait qu'amplifier l'intérêt porté à la réouverture. D'autre part les actions et pressions de nos amis de la CREFCO, en particulier une virulente tribune libre de Luis Grañell dans le Heraldo du 17 mai dernier, ne sont pas étrangères au positionnement d'Iglesias qui n'était pas au départ un fanatique de la réouverture. Enfin nos actions, dont nous



Assemblée générale 2006

L'Assemblée générale
du CRÉLOC aura lieu,

Samedi
7
octobre
2006

à 15:00 h.

Salle de la Mairie
de Bedous.

Cet avis tient lieu
de convocation.

Un repas aura lieu auparavant
à Sarrance.

Lieu, prix et inscriptions auprès de
notre trésorier Ivan Picau
05 59 69 08 02.

soulignons le caractère anticipateur avant qu'elles ne soient récupérées, ont maintenu, côté nord des Pyrénées, la réouverture dans le champ des revendications et des projets réalisables.

Il faut maintenant parler chiffres et calendrier. Le devis de réouverture est chiffré par le CRÉLOC (étude du cabinet Claraco) à moins de 90 millions d'euros. Il reste à les trouver, à fixer les modalités de l'exploitation et à commencer les travaux de reconstruction. Tout peut aller vite. Au travail !

Entrevue Perben-Iglesias

du début septembre 2006

Le 6 septembre 2006 le *Heraldo de Aragón* relate que le président de la Diputación General de Aragón, Marcelino Iglesias est reçu à Paris par Dominique Perben, ministre français des Transports.

Voici les principaux éléments de l'article écrit à partir d'une dépêche de l'agence de presse *EFE*, qui couvrit la conférence de presse donnée par le président aragonais après la réunion.

Introduction

L'Aragon est disposé à participer à l'exploitation internationale du Canfranc. L'Espagne et la France se réuniront en octobre pour rechercher les montages financiers de la réouverture du Canfranc et maintenir la viabilité hivernale sur le versant français du Somport. De plus, Paris appuiera à Bruxelles le projet du Vignemale.

Développement

(Nous ne retenons que les passages ayant trait au Canfranc, les parties en gras sont soulignées par la rédaction du journal, les parties entre guillemets reprennent les propos de M. Iglesias)

Iglesias a obtenu l'engagement du gouvernement français d'organiser une réunion en octobre prochain afin de rechercher des formules de financement pour la réouverture du tunnel de Canfranc [...]. Lors de sa première rencontre avec le ministre français des Transports, Dominique Perben, Iglesias obtint un troisième engagement : que Paris appuie à Bruxelles le projet de construction à long terme du tunnel sous le Vignemale [...]. Satisfait d'avoir pu exposer à Perben le « vieux problème qui s'est enkysté avec le temps, des relations ferroviaires et routières entre l'Aragon et le sud de la France », Iglesias s'est montré réaliste, car il sait qu'il y a « un long chemin et de nombreuses difficultés à résoudre », mais il s'est dit résolu à « ne pas jeter l'éponge ».



Le président Iglesias et le ministre Perben à Paris, photo du *Heraldo*.

Les principales avancées de la rencontre.

[Iglesias] a mis en avant que l'une des principales avancées de la rencontre est l'accord pour mettre en marche une commission à laquelle participeront des représentants des ministères espagnols et français de l'Équipement, ainsi que des responsables d'Aragon et d'Aquitaine. La mission de cette commission, qui se réunira à une date à fixer le mois prochain, sera de rechercher « plusieurs » formules qui permettront de financer la réouverture du chemin de fer de Canfranc, fermé depuis trente ans du côté français.

Selon Iglesias, Perben a insisté sur l'option française de traiter cette liaison en la plaçant à un niveau régional. Mais le président aragonais lui a clairement fait comprendre qu'il n'est pas disposé à renoncer au caractère international de cette liaison ferroviaire. « **Nous serions disposés à participer à l'exploitation, mais aussi à rechercher des formules de financement et à participer à celui-ci, mais pas en rétrogradant le projet d'un intérêt national et international [à un niveau] régional** », a-t-il insisté dans une conférence de presse donnée en fin de rencontre. [...]

Disparition d'un allié fidèle

Nous avons appris le décès de monsieur François Lamoureux (*Le Monde* du 29 août), directeur général de la Commission européenne et militant de la construction européenne dont il aura marqué de son empreinte toutes les grandes étapes depuis vingt ans. François Lamoureux était particulièrement attaché à la remise en service du Pau-Saragosse. Il contribua grandement à l'inscription de la ligne au Schéma européen des Transports et sut toujours nous donner à bon escient des informations topiques, même s'il fut bien souvent, tout comme nous, spectateur des blocages qui ont empêché, jusqu'à maintenant, la réouverture de la ligne. Le Bureau du CRELOC salue sa mémoire, son action, ses convictions. Il présente à son épouse et à ses enfants toutes ses condoléances.



Notre site Internet

Notre site est consultable sur

<http://creloc.intermodalite.com/>

Vous y trouverez en particulier et en ligne, cette *Lettre d'été 2006*, la tribune de Luis Grañell du 17 mai 2006 publiée par le *Heraldo de Aragón* et traduite par Bernard Barrère, sous le titre « Qui veut-on tromper ? », vous pourrez consulter et télécharger notre dossier « Pour une exploitation moderne du Canfranc » commanditée auprès du cabinet Claraco en juillet 2005



Cotisations

Nous tirons notre légitimité et notre indépendance de vos cotisations.

Rien n'est gagné et nous avons besoin de votre appui aussi bien moral que financier. Merci de cotiser, si ce n'est déjà fait ! **15 euros** pour 2006, sans augmentation depuis plusieurs années ! Chèques à l'ordre du CRELOC à envoyer 39, chemin de la Trinité 64300 Orthez, ou bien à virer sur notre compte :

n° 03254200401, Banque Pouyanne,
12, place d'Armes, 64300 Orthez.